

La dissolution du prolétariat français et les conditions de son renouveau

La France a donc connu la première, sur le terrain de la lutte des classes, les répercussions d'une tentative du capitalisme mondial de modifier, sans guerre mondiale, l'ordre établi à Versailles. Pour dégager cette tendance, il a fallu, en premier lieu, liquider tous les problèmes de classe qui ont caractérisé la période ouverte par la révolution russe de 1917. Cette liquidation s'est opérée par la victoire de Hitler en Allemagne, par l'incorporation définitive de la Russie au monde capitaliste et son dernier épisode fut incontestablement l'écrasement du prolétariat français depuis février 1934, par les forces du Front Populaire, dont l'axe fut le parti communiste, nouvelle force gouvernementale de la bourgeoisie française. Le traité de Versailles n'existe plus, les partis communistes ont passé la barricade et les batailles grévistes en France caractérisent une nouvelle période que le capitalisme mondial aborde en resserrant davantage l'Union Sacrée pour empêcher que les collapsus du prolétariat ne se transforment en mouvements révolutionnaires et que les sursauts de la lutte des classes ne deviennent un réveil du prolétariat.

Mais ces batailles de classes font comprendre au capitalisme qu'il reste le prisonnier des contrastes insolubles de son régime et qu'il évite la guerre en frôlant la révolution. C'est pourquoi il doit poursuivre sa trajectoire vers le débouché de la guerre, d'une façon plus lente peut-être, mais tout aussi sûre, car « la réconciliation des Français » sans perspective immédiate de guerre ne peut se faire qu'au prix de concessions économiques que ses difficultés l'obligeront inévitablement à reprendre.

Caractériser nettement la période qu'ouvrent les batailles grévistes de France et de Belgique ne peut pas encore se faire. Certainement faudra-t-il attendre d'autres événements pour aborder ce problème avec sûreté. Mais, d'ores et déjà, puisque nous sommes appelés à agir dans de nouvelles conditions, il s'agit de mettre en lumière les anciennes et de marquer d'un trait les conditions d'un renouveau et des luttes et de la conscience du prolétariat français.

Lorsqu'après février 1934, nous avons parlé de dissolution du prolétariat fran-

çais, nous avions en vue une attaque mondiale du capitalisme contre le prolétariat dont se jouait le dernier épisode en France. Nous voulions mettre en évidence que, dans une situation internationale déjà préjugée par la victoire de Hitler et l'entrée de la Russie dans la S. D. N., il était parfaitement possible qu'une bourgeoisie puissante économiquement, non harcelée par des batailles de classes d'envergure, puisse, par la trahison du Parti Communiste, venir à bout sans violence fasciste du prolétariat. Avons-nous vécu cette période en France? Sans aucun doute, et cela est prouvé par la correspondance étroite qui s'établit entre les manifestations monstres où fraternisèrent drapeaux rouges et tricolores et l'impuissance des ouvriers à opposer la moindre résistance aux décrets-lois des différents gouvernements. Le prolétariat français était prêt à entrer dans la boucherie il y a quelques mois, et cela avec autant d'énergie que le prolétaire italien ou allemand. Sur le terrain des batailles revendicatives, le Front Populaire obtint le même succès qu'au point de vue politique et au travers de la campagne pour l'unité syndicale empêcha le moindre mouvement. C'est au cours de cette période que se situent les grèves de Brest et de Toulon, qui furent étouffées par les forces coalisées de la C.G.T. et de la garde mobile.

Comment? Des prolétaires reliaient unité syndicale et batailles revendicatives! Seule la répression féroce pouvait avoir raison de tentatives de classe semblables. Et jusqu'à l'avènement du gouvernement Sarraut, l'ordre républicain régna en France sans que les grandes manifestations antifascistes s'avérassent être autre chose que des manifestations capitalistes, sans que l'unité syndicale s'avérât être autre chose qu'une unité entre appareils de bureaucrates dont les masses furent éloignées prudemment.

Le fil conducteur de la situation n'était pas la constitution de partis, d'Internationale au mois ou à la semaine; ce n'était pas la surenchère qui consiste à prôner des milices armées ou à mettre « au pied du mur » des formations sociales au service du capitalisme. Il s'agissait de considérer la situation française comme un produit de toute une évolution mondiale en tenant compte que les conditions d'un changement fondamental se-